

CE GOUVERNEMENT RÉCIDIVE, IL N'APPREND PAS DE SES ERREURS !!

Alors que depuis plusieurs semaines Force Ouvrière demande aux responsables du Ministère de reconnaître une nouvelle fois l'investissement sans faille des professionnels de Santé, la Fédération FO-SPS regrette que le gouvernement fasse à nouveau le choix d'une mesure inégalitaire et injuste.

Apparemment le gouvernement n'apprend pas de ses erreurs tant les mesures imposées unilatéralement ces derniers jours sont une nouvelle fois inadmissibles et regrettables !!

C'est aujourd'hui clairement l'esprit d'équipe et la solidarité hospitalière qui sont remis en cause par le ciblage et l'attribution de primes à certains personnels, ou par la seule majoration des heures supplémentaires.

Les mesures annoncées ces derniers jours par le Premier Ministre détruisent encore un peu plus le ciment nécessaire aux équipes de soins pour continuer leurs missions. La prise en charge des patients a tenu le choc face aux vagues successives en raison d'un collectif d'équipe de soins, mais également par la mobilisation indéfectible de tous les agents hospitaliers. En effet sans les agents administratifs techniques et ouvriers, sans la logistique, sans la filière médico-technique, les agents qui reviennent sur leur repos, congés dans tous les services, il n'y a pas de parcours de soins possible !!

Cet état d'esprit de travail collectif hospitalier doit être préservé, car il est déjà en grande difficulté. Il doit être reconnu une nouvelle fois pour ses valeurs de solidarité et pour la réponse qu'il apporte à la population. Il permet aujourd'hui encore de faire face à la pandémie sans mettre un genou à terre ! De ce fait, même si les mesures présentées sont un plus pour certains agents, le gouvernement n'apprend pas de ses erreurs du passé, du versement de toutes ces primes disparates qui ont fracturé les équipes hospitalières, au sein même des équipes de soins !

Faut-il les rappeler ? :

- La prime grand âge réservée aux seuls aides-soignants et aides médico-psychologiques dans les EHPAD ;
- La prime territoriale d'attractivité réservée à la région parisienne ;
- La prime COVID dont les montants étaient différents en fonction des régions ou services d'affectation ;
- La prime réservée aux services d'urgences.

Et aujourd'hui la prime réa annoncée dans les médias qui ne touchera que les infirmiers de ces services faisant fi des AS, des kinésithérapeutes, des ASH, et autres professionnels qui journalièrement participent activement aux soins.

Ces primes sont en décalage par rapport aux réalités du terrain, elles s'apparentent à une forme de mépris pour ceux qui en sont exclus. Elles participent au dégoût des hospitaliers face à la manière dont on reconnaît leur travail d'équipe. Elles contribuent également au ressenti de perte de sens du travail en commun et favorisent plus encore la fuite des agents. Mais en plus de cela, ces mesures balkanisent l'exercice de la profession d'infirmier, à terme il y aura « les services nobles, et les ordinaires » !

Force Ouvrière exige des mesures financières globales et non ciblées, des mesures qui soient pérennes, des mesures qui comptent pour la retraite. Ainsi nous avons proposé que, comme pour les militaires en opération, les deux années COVID soient comptées double pour la retraite des hospitaliers. L'augmentation de la valeur du point d'indice reste également un levier incontournable pour tous les agents, ainsi que l'urgence de l'amélioration des conditions de travail par le recrutement d'effectifs en nombre.

Le Secrétariat Fédéral.

Paris, le 29 décembre 2021.